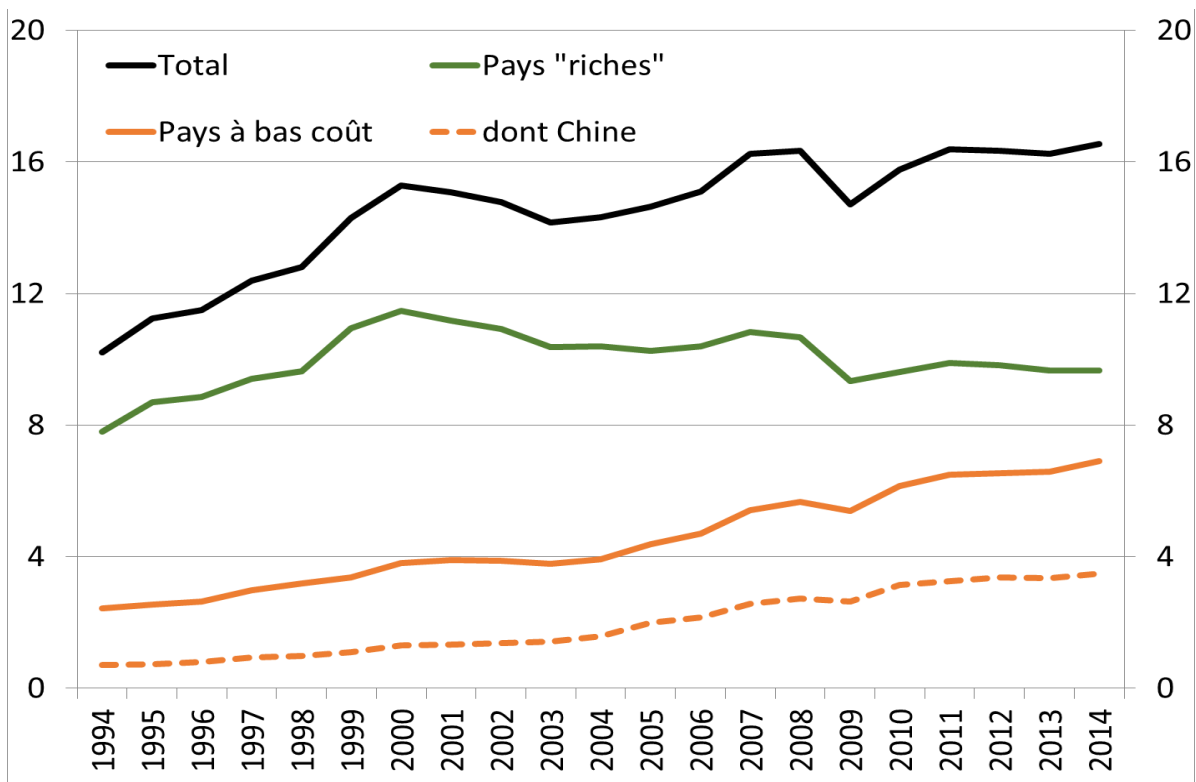


# Importations des pays à bas salaire : quels gains pour les ménages ?

Par [Juan Carluccio](#), [Erwan Gautier](#) et [Sophie Guilloux-Nefussi](#)

*La part des importations des pays à bas salaire dans la consommation des ménages français a triplé de 1994 à 2014. Moins chères, ces importations ont exercé des pressions à la baisse sur l'inflation en France de 0,17 pp par an en moyenne. Cet effet direct des importations depuis 1994 représenterait un gain d'environ 1000 euros sur la consommation moyenne par ménage en 2014. Ne sont toutefois pas pris en compte ici les effets indirects de l'ouverture au commerce international sur le pouvoir d'achat, via les salaires et l'emploi.*

**Graphique 1 : Part des importations dans la consommation (en %)**



*Source : Carluccio et al. (2018) à partir des données des Douanes et de l'Insee*

*Note : Seules les importations de biens finaux entrant directement dans la consommation des ménages sont comptabilisées.*

De 1994 à 2014, l'ouverture au commerce international a accru la part des importations en provenance de pays à bas salaire (notamment la Chine ou les pays d'Europe de l'Est) dans la consommation des Français. Un des bénéfices de cette ouverture est la possibilité d'avoir accès à des biens moins chers. Nous évaluons l'impact des importations en provenance des pays à bas

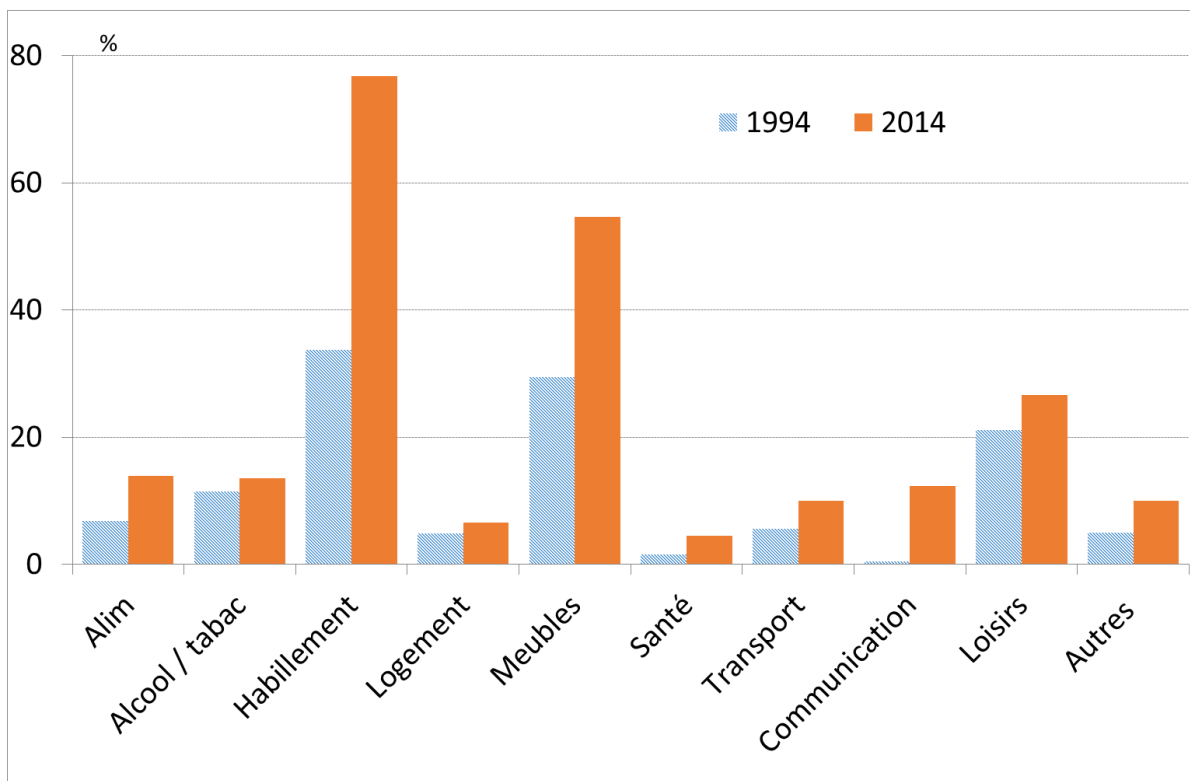
salaires sur l'inflation des prix à la consommation en France entre 1994 et 2014 à -0,17 pp par an (cf. [Carluccio et al., 2018](#)). Cet effet transite par trois canaux comptant chacun pour environ un tiers du total. 1) Les ménages remplacent dans leur consommation des biens produits en France par des produits importés de pays à bas salaire. Si ceux-ci sont moins chers, cette substitution réduit l'inflation domestique. 2) Pour un même niveau d'importations, les ménages consomment relativement plus de produits importés de pays à bas salaire. Cela conduit à diminuer l'inflation importée et ensuite l'inflation des prix à la consommation. 3) Les entreprises françaises réagissent aux nouvelles pressions concurrentielles en réduisant leurs marges et leurs prix. Ces canaux décrivent des effets de court terme, en moyenne sur la période. Nous n'intégrons pas les effets indirects d'équilibre général comme par exemple la réaction des prix des biens non échangeables, la réponse de la politique monétaire, ou une possible variation de la demande intérieure.

### **Effet notable sur l'inflation mais très concentré sur quelques produits**

La part des importations dans la consommation a augmenté, passant d'environ 10 à 17% entre 1994 et 2014. Les pays à bas salaire sont les principaux contributeurs à cette hausse : la part de leurs importations dans la consommation est passée de 2% à 7% sur la période (graphique 1). Or, les prix de ces biens sont 40% inférieurs aux produits équivalents fabriqués en France (cf. [Carluccio et al., 2018](#)). Au total, la substitution des biens importés aux biens produits en France a eu un impact négatif sur l'inflation de -0,05 pp par an sur la période (sous l'hypothèse de prix des autres biens inchangés et sans réaction de la politique monétaire).

L'effet de substitution, non-négligeable, est toutefois concentré sur quelques catégories de produits : *Habillement et chaussures* et *Ameublement et équipement ménager* comptent pour -0,04 pp sur les -0,05 pp. C'est pour ces produits que la part des importations dans la consommation a fortement augmenté (graphique 2) et les importations des pays à bas salaire ont largement contribué à ces hausses.

Graphique 2 : Part des importations dans la consommation par produit

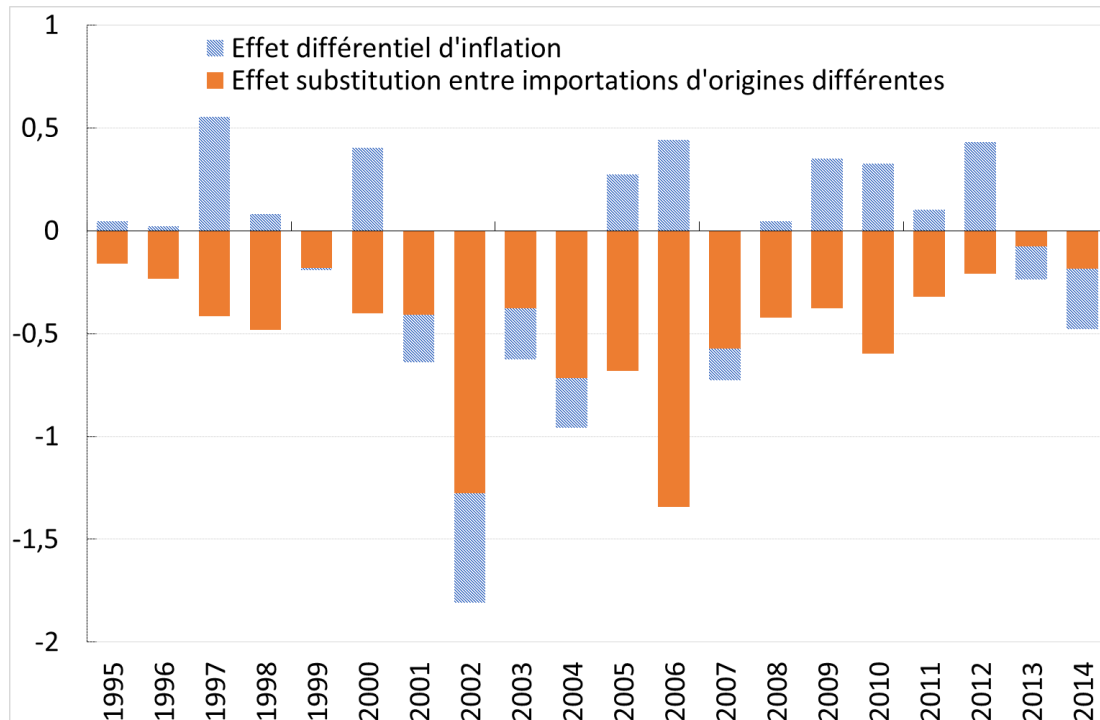


*Source : Carluccio et al. (2018) à partir des données des Douanes et de l'Insee*

### Les pays à bas salaire ont pesé à la baisse sur l'inflation importée

Pour un niveau d'importations donné, la structure par origine des importations a été modifiée au profit des pays à bas salaire. La part des pays « riches » dans les importations a baissé, passant de 76% en 1994 à moins de 58% en 2014 tandis que celle de la Chine a triplé sur la période (de 7% à 21%).

Ce changement impacte l'inflation importée à travers deux canaux : (1) le *remplacement* d'importations en provenance de pays riches par d'autres, moins chères, en provenance des pays à bas salaire et (2) le *différentiel d'inflation* entre les prix des pays à bas salaire et les autres prix à l'importation.

**Graphique 3 : Contribution des effets substitution et différentiel d'inflation à l'inflation importée**

*Source : Carluccio et al. (2018) à partir des données des Douanes et de l'Insee*

Le graphique 3 représente la contribution observée de ces deux effets à l'inflation importée. L'effet *différentiel d'inflation* est en moyenne légèrement positif sur la période (+0.06pp) tandis que l'effet *substitution* est négatif (-0.47pp). Même si les prix des biens importés provenant des pays à bas salaire augmentent un peu plus vite que les autres prix à l'importation, leur niveau reste significativement plus bas. Aussi, lorsqu'ils remplacent d'autres produits dans les importations, l'inflation importée baisse. Au final, ce canal a exercé des pressions à la baisse de -0,4 pp par an sur l'inflation importée, soit -0,06 pp par an en moyenne sur l'inflation des prix à la consommation.

### Quelle réponse des entreprises françaises face à cette concurrence accrue ?

Face à la pression concurrentielle, les entreprises françaises adaptent leur stratégie de fixation des prix. À structure de coût constante, elles peuvent réduire leurs marges pour baisser leurs prix et préserver leur part de marché. Ce canal pose des problèmes de mesure car il est difficile d'identifier les variations des prix intérieurs causées uniquement par le choc de la concurrence des pays à bas salaire. Par exemple, les variations de prix peuvent aussi découler d'une hausse de la demande intérieure qui engendre une croissance des importations mais aussi des pressions à la hausse sur les prix des entreprises. On peut alors sous-estimer la baisse des prix imputable à la pression concurrentielle car l'effet demande joue en sens inverse. Après correction de ces problèmes pour capter exclusivement la réponse des prix au choc d'importation, une hausse de 1% de la part de marché des pays à bas salaire sur le marché français induit une baisse de l'ordre de -1 pp de l'inflation des prix à la production. Soit au final une baisse de -0,06 pp par an sur l'inflation des prix à la consommation.

## Baisse des prix mais un effet global difficile à évaluer

En 2014, la consommation des ménages en biens et services était de l'ordre de 1 000 milliards d'euros. Avoir accès à des biens moins chers a permis à l'ensemble des ménages d'économiser environ 30 milliards d'euros sur leur consommation en 2014 par rapport à ce qu'ils auraient payé en l'absence d'ouverture aux pays à bas salaires. Ramené au nombre total de ménages (un peu moins de 30 millions en 2014), la consommation par ménage est donc en moyenne 1000 euros moins chère en 2014 par rapport à ce qu'elle aurait été en l'absence des importations provenant des pays à bas salaire depuis 1994.

Ceci est une fourchette basse de l'effet direct total sur les prix car elle ne prend pas en compte les effets des biens intermédiaires importés incorporés dans des produits fabriqués en France. Les gains de productivité associés à ces consommations intermédiaires bénéficient aux consommateurs français (cf. [Blaum et al., 2016](#)).

Ces résultats sont néanmoins à interpréter avec précaution car la plus forte ouverture au commerce international a eu aussi des effets indirects, notamment sur les salaires (cf. [Carluccio et al., 2016](#)) ou l'emploi (cf. [Malgouyres, 2018](#)). Ces effets devraient être pris en compte pour évaluer l'impact sur le pouvoir d'achat.